

le prolétaire

ORGANE MENSUEL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (PROGRAMME COMMUNISTE)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI	* La revendication de la ligne qui va du Manifeste communiste à la révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ;	JUILLET-AOÛT 1969 — 7^{me} ANNEE — N° 67		Le numéro
	* La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ;	Abonnement de soutien 10 F - 100 F.B.	Abonnement annuel 5 F - 50 F.B.	0,50 F - 5 F.B.
	* La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.	LE PROLETAIRE	B.P. 375 MARSEILLE - Colbert	C.G.P. 2202 22 MARSEILLE

L'armée du Salut s'est réunie à Moscou

En 1919, l'Internationale communiste est née à Moscou en rompant radicalement avec les traditions fédéralistes de l'Internationale socialiste qui avait misérablement sombré dans le nationalisme et la collaboration de classe. Elle proclamait hautement que « l'émancipation des travailleurs n'est pas une tâche locale ni nationale, mais une tâche sociale et internationale ». Elle repoussait les partis qui prétendaient donner leur adhésion « tout en espérant conserver leur autonomie » : elle voulait être non pas une fédéra-

tion de Partis communistes, mais le Parti communiste mondial, fort d'une doctrine unique, d'un programme unique et impératif pour tous, de règles tactiques générales définies et d'une structure organisationnelle uniforme. (Notons que notre courant lutta au sein de l'I.C. pour que les limites de la « manœuvre tactique » fussent nettement et irrévocablement définies ; cela ne fut malheureusement pas accepté, mais les « 21 conditions d'admission » rejetèrent avec suffisamment de clarté les velléités « locales », « nationales », individuelles.)

Cette doctrine affirmait que la lutte de classe, déterminée par la nature même de la société capitaliste, ne peut que s'accroître ; que la phase relativement pacifique du capitalisme, si elle a jamais existé, est définitivement close, car l'impérialisme moderne est enfermé dans l'alternative « guerre mondiale ou révolution mondiale » et que donc aucune paix durable ne peut ni ne pourra jamais s'établir entre les Etats et entre les classes.

Le but de l'Internationale communiste était donc « la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale et l'instauration de la « dictature du prolétariat, seul moyen d'arracher l'humanité aux horreurs du capitalisme ». En conséquence, une antithèse radicale, une lutte à mort opposait démocratie et socialisme, qui ne sont nullement en continuité l'un avec l'autre. Cette tactique pouvait être plus ou moins souple (nous luttons quant à nous pour qu'elle le soit le moins possible !), mais elle impliquait, toujours et partout, une lutte ouverte contre les institutions bourgeoises, au premier rang desquelles le parlement et son cortège de rouages mineurs, soigneusement lubrifiés par les éternels principes de liberté, égalité et fraternité. L'organisation de l'Internationale était « fortement centralisée », précisément parce que la tâche historique du prolétariat révolutionnaire « n'est ni locale ni nationale, mais sociale et internationale ».

La révolution prolétarienne n'avait vaincu que dans un seul pays, la Russie, (ce qui ne signifiait pour personne que dans ce seul pays le développement du socialisme était possible), mais l'Internationale était fermement décidée à agir pour que le grand incendie révolutionnaire s'étende au monde entier, ou au moins aux principaux pays économiquement avancés. C'est seulement ainsi qu'aurait été possible, comme le dit Lénine, « la création d'une économie mondiale formant un tout, sur la base d'un plan général réglé par le prolétariat de toutes les nations », sans laquelle il est vain de parler de socialisme et qui exclut l'existence d'Etats « souverains », enfermés dans leurs frontières, défendant jalousement leur « autonomie ».

Aujourd'hui, en 1969, alors que l'on continue de déverser sur les prolétaires d'énormes mensonges sur les soi-disant « victoires du socialisme », que sont donc allés se dire à Moscou les représentants d'un « camp socialiste » de plus en plus désuni ? Exactement le contraire de ce que nous avons rappelé plus haut, exactement le contraire de tout

ce qui définit un parti comme communiste.

C'est l'autonomie qu'ils veulent, cette bête noire des communistes des années glorieuses, l'autonomie des partis et l'autonomie des Etats soi-disant « socialistes » (entre lesquels aucun plan économique général n'est donc possible !). Pas de doctrine unique, pas de programme unique, pas de tactique valable pour tous, voilà leur cri de guerre ! Il s'agit en fait de l'abandon (déjà ancien) de la doctrine, du programme et de la tactique communistes au profit de la première doctrine bourgeoise venue, d'un programme démocratique quelconque, d'une tactique réformiste et parlementaire. Dans le « marais de l'histoire » où pataugent ainsi partis et Etats mensongèrement communistes, démocratie et socialisme se tendent fraternellement la main, la paix règne sur le monde, les voies de l'émancipation du prolétariat sont aussi pacifiques que progressives et l'on ne combat plus le monde bourgeois : on coexiste avec lui. Amen.

Ces dignes représentants d'une nouvelle Armée du Salut poursuivent le même rêve que le bourgeois, qui se moque bien de la société et de l'espèce humaine tout préoccupé qu'il est de sa propre personne, protégée par le code civil et bémé par les Eglises, autonome et souveraine, véritable nombril du monde !

Qu'est-ce qui pourrait annoncer, même de très loin, le socialisme dans ce ramassis de groupes autonomes, jaloux de leurs prérogatives, plongés jusqu'au cou dans les dangers de « la paix enfin possible », du « désarmement finalement réalisable », de la démocratie comme voie maîtresse vers un pâle avenir ? Il n'y a pas la moindre perspective qui se rattache, même vaguement, à la critique marxiste du capitalisme, dans les textes publiés à l'issue de cette conférence ; rien non plus qui en rappelle les déductions dans le domaine pratique : aux yeux de ces messieurs qui se présentent comme les dépositaires d'un... socialisme triomphant sur une moitié du globe, la si-

(Suite en page 2)

En Argentine, le prolétariat se dresse contre l'Etat bourgeois

La violente flambée des luttes sociales en Argentine (ainsi qu'en Uruguay, la « Suisse d'Amérique latine », et au Pérou) confirme l'ensemble de la perspective de la révolution communiste. A Cordoba, ville de plus de 800.000 habitants, le prolétariat est descendu dans la rue, a dressé des barricades et disputé pendant plus de quarante-huit heures le contrôle de la ville aux forces de la police et de l'armée. La presse bourgeoise a relaté les faits d'un point de vue « journalistique ». Nous voulons relever ici le caractère historique, pour l'Amérique latine, de cet événement.

En Argentine, pays de 22 millions d'habitants, 77 % de la population est concentrée dans les villes (le pourcentage est à peu près le même que celui de l'Allemagne) et l'on a affaire à un capitalisme socialement développé : Buenos Aires, Cordoba et Rosario constituent trois centres industriels importants. Dans ce pays, le problème racial ne se pose pas, pas plus que le problème agraire. La « civilisation » européenne, en effet, y a supprimé aussi férocement qu'aux U. S. A. le problème indien, ce qui a rendu possible la colonisation intérieure. La colonisation bourgeoise a liquidé rapidement, dès la fin du siècle dernier, l'héritage de la colonisation espagnole et ses résidus sociaux. Ainsi, l'Argentine constitue-elle, avec l'Uruguay, une exception dans l'ensemble du continent.

A partir du siècle dernier, l'immigration ouvrière, principalement espagnole et italienne, a introduit les traditions anarchistes, social-démocrates et syndicalistes ; un mouvement syndical puissant s'est développé. Le Parti communiste argentin, dont l'influence grandit alors, a suivi la courbe de dégénérescence du mouvement communiste mondial. Jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, le mouvement ouvrier s'est manifesté par des grèves, sans parvenir jamais à une lutte déterminée contre l'Etat.

Traditionnellement, la bourgeoisie industrielle, plutôt que de se risquer à entraîner derrière elles les masses populaires, préféraient laisser le pouvoir aux grands propriétaires fonciers et aux bourgeois liés à l'Angleterre. Mais l'essor industriel pendant la dernière guerre, lié à une conjoncture politique favorable, finit par mettre cette bourgeoisie industrielle à la tête de l'Etat.

(Suite page 2)

LETRE D'ITALIE

Discipline prussienne

Italie, juin 1969.

Dans notre précédente lettre (voir « Le Prolétaire » du mois dernier), nous faisons allusion au rôle de frein de la bureaucratie syndicale, ainsi qu'aux réactions de la base ouvrière. Récemment, celle-ci a imposé toute une série de luttes échappant au schéma habituel des syndicats.

La Campanie a été de nouveau secouée par de violentes agitations. Des masses désespérées, condamnées à la plus noire misère dans le pays du « miracle économique », ont incendié des mairies, des perceptions, des sièges de partis. Cela démontre que Battipaglia n'était pas une exception. Aujourd'hui, dans les nombreuses communes où la révolte a fait rage, s'abat une pluie d'arrestations et de promesses ; tout le monde soupire

de soulagement parce qu'il n'y a pas eu de nouveaux morts et collabore à faire oublier au plus vite ces épisodes. Les mêmes jours, aux deux pôles opposés de la péninsule, à Trieste et à Palerme, ont éclaté de violentes grèves des ouvriers des chantiers de construction, menacés de chômage. Fin mai, de violents heurts entre ouvriers et jaunes ont caractérisé la grève des métallos de la province de Milan. D'autres agitations sont en cours chez Fiat, Pirelli, Ceat, etc...

Ces luttes embrassent toute l'Italie (depuis les zones de pointe jusqu'aux entreprises marginales et même agricoles) et sont souvent animées par des travailleurs particulièrement décidés et conscients. Il suffit d'indiquer, pour en avoir une idée d'ensemble, que selon l'Ins-

titut de Statistiques, les heures de grève pendant les trois premiers mois de l'année, ont dépassé de 252 % les heures de grève pour la période correspondante de 1968. Une telle situation détermine l'inquiétude du patronat et des syndicats. Toute l'activité syndicale, qui sera très intense jusqu'à la fin de l'année, est dominée par ces faits. Les dirigeants syndicaux préparent les congrès confédéraux qui se tiendront cette année (celui de la C. G. I. L. vient de se terminer à Livourne) dans la perspective de la constitution d'un syndicat unique, intégré et apolitique.

Notre précédente lettre a montré que ce syndicalisme « moderne » et « scientifique » visait à vider complètement le syndicat de tout contenu de classe, à réduire son action à un plat corporatisme. Le patronat italien, surpris par le développement des agitations ouvrières, en partie incontrôlées par les syndicats, sent le besoin d'un « partenaire » syndical puissant, capable de faire la police dans les entreprises. Citons, pour le prouver, les commentaires des principaux journaux italiens : « Dans l'actuelle phase économique et politique, l'intérêt commun de l'Etat et des entrepreneurs publics et

privés est de se trouver en face d'un syndicat fort, et donc informé et responsable, dans l'intérêt surtout des couches ouvrières. »

Cette nécessité, pour les entrepreneurs, est d'autant plus urgente qu'à l'automne viendront à expiration 38 conventions collectives industrielles, concernant des millions d'ouvriers. Les patrons sont donc pressés de parvenir à l'unification des syndicats, car ils espèrent asphyxier par une grande campagne publicitaire sur l'unification (qui marquerait la destruction complète de tout vestige d'un syndicat de classe en Italie) l'opposition ouvrière à l'oppression patronale et à la trahison syndicale. « La Stampa » (journal de Turin, où se trouve le siège de la toute-puissante Fiat) écrit : « L'unité » d'action, disent les trois centrales, a atteint son point limite : ou elle se transforme en unité organique ou elle stagne en risquant de régresser en éparpillement syndical ». Ce même journal de la Fiat, expression du patronat moderne, démocratique, de centre-gauche, a publié une série d'articles de fond intitulés : « Vers un syndicalisme moder-

(Suite en page 4)

PERMANENCES DU PARTI

PARIS : Le samedi 26 juillet de 15 h. à 19 h. 30 Salles Lancry, rue Lancry (X^{me}) - Le samedi 19 août de 14 h. 30 à 19 h. 30, 44, rue de Rennes.

MARSEILLE : Les samedi 12 et 26 juillet de 17 h. à 20 h. 30 au siège du « Prolétaire », 7, Crs d'Estienne - d'Orves.

Limite et dégénérescence du syndicat :

Le salaire, prix d'une marchandise, est assujéti aux lois tyranniques de l'économie capitaliste et à la dictature de classe du capital

Nous écrivions, dans l'article précédent, qu'il était faux de considérer le salaire comme une partie du « revenu national », que cette notion n'avait pas d'autre sens que de cacher aux ouvriers l'antagonisme de classe qui les oppose

Le salaire, avons-nous dit, est le prix d'une marchandise : la force de travail, c'est-à-dire l'aptitude physique ou intellectuelle à accomplir une tâche productive d'une durée et d'une intensité indéterminées. Comme toutes les autres marchandises, la force-de-travail obéit aux lois qui régissent tous les échanges de l'économie capitaliste : elle s'achète et se vend strictement selon les règles du marché. Mais à la différence des produits inertes fournis aujourd'hui en masse compacte par cette économie, elle est douée de vie et de conscience et s'en distingue donc radicalement, par l'étendue de ses facultés comme par la mobilité de ses exigences, par sa résistance aux disciplines aveugles de la production comme par l'accroissement incessant de ses propres besoins au rythme même de l'accroissement des produits qu'elle crée. Cette contradiction est tout à la fois la mine d'or où s'alimente la richesse du capital et la menace mortelle qu'elle fait peser sur lui. C'est précisément parce qu'elle trouve, dans l'activité et les luttes du syndicat, une solution historiquement provisoire mais socialement stable — quoique sans cesse remise en cause — que nous voudrions nous y arrêter aujourd'hui. Si nous ne la définissons pas, même brièvement, nous la laisserions incompréhensible le jeu de tendances contradictoires auquel cet organisme est soumis, nous rendrions inexplicable la situation actuelle du syndicat qui n'est toléré, dans la société capitaliste décadente, que pour autant qu'il ne remplit pas ses fonctions.

La force-de-travail, répétons-le, est une marchandise. La valeur de toute marchandise est déterminée par la quantité de travail simple socialement nécessaire à sa production et c'est le jeu de l'offre et de la demande qui règle son prix sur le marché en tendant à établir l'équivalence entre cette valeur et ce prix. C'est la concurrence — concurrence entre producteurs, concurrence entre acheteurs, concurrence entre producteurs et acheteurs — qui tend à aligner le coût de production de chaque marchandise sur un coût de production moyen, qui est le prix du marché. Les mêmes lois régissent, initialement, valeur et prix de la marchandise « force-de-travail » ; une marchandise toute spéciale pourtant puisqu'elle n'existe que parce qu'elle est douée de la vertu miraculeuse d'exiger pour sa propre production et son propre entretien moins de valeur qu'elle n'est susceptible d'en produire. La valeur de la force de travail est déterminée par la somme des valeurs nécessaires à sa propre production. Le coût de production de la force de travail représente la somme des prix, en argent, de l'ensemble des produits nécessaires à l'entretien du travailleur salarié et de sa famille, puisque c'est là une condition indispensable à sa reproduction. Cette notion en apparence abstraite, est en réalité bien simple : Le moins instruit des manoeuvres sait combien il lui faut gagner d'argent par jour pour entretenir lui et sa famille ; par là-même il connaît son coût de production. Quant au prix de la force de travail, il est déterminé, comme celui de toutes les autres marchandises, par les mêmes lois de la concurrence. Concurrence entre acheteurs de la force de travail, c'est-à-dire entre capitalistes auxquels il arrive, quoique de façon extrêmement exceptionnelle, de se disputer, à coups de primes, une certaine main-d'œuvre qualifiée. Concurrence entre vendeurs de force de travail, c'est-à-dire entre travailleurs salariés se présentant en nombre supérieur à celui des offres d'emploi (on sait qu'aux Etats-Unis cette concurrence est littéralement entretenue par

le maintien d'une armée industrielle de réserve de 4 millions de chômeurs). Concurrence enfin entre acheteurs et vendeurs de force de travail, c'est-à-dire conflit entre la classe capitaliste et la classe salariée en vue de déterminer le montant du salaire et la durée hebdomadaire du travail.

Là s'arrête toutefois l'identité de nature entre les deux types de marchandises. Si l'échange des marchandises inertes, des objets produits par l'industrie, apparaît comme essentiellement économique l'échange force de travail contre salaire met avant tout en jeu des facteurs sociaux. Sociale est en effet la détermination de la quantité et de la qualité des produits nécessaires à l'entretien du salarié et de sa famille. Sociale également la fixation de l'intensité et de la durée d'utilisation par le capitaliste de la force de travail. Sociale enfin la nature des rapports d'ordre politique et juridique qui régissent l'achat et la vente de cette même force de travail. En d'autres termes les prix et conditions de vente de la force de travail sont liés à la fois au niveau des besoins sociaux en une période historique et à un pays déterminés, au rapport de force existant entre capitalistes et salariés, à la structure de classe d'une société dont l'égalité politique et juridique dissimule qu'elle vit sous la dictature du capital.

Les deux derniers de ces trois aspects sont dans cette étude, les plus importants. Pour comprendre en effet la naissance du syndicat comme organisation spontanée de la classe ouvrière, il est indispensable de savoir que la concurrence entre capitalistes et salariés ne peut jouer qu'à sens unique et en faveur du premier si l'échange de travail contre salaire se règle sur le plan individuel comme il est de règle pour les échanges de toutes les autres marchandises. En dépit des tonnes de mensonges déversées depuis plus d'un siècle par tous les idéologues du libéralisme bourgeois, cet échange n'est pas, et ne peut pas être un échange libre. Tout producteur détenteur de moyens de production est effectivement libre, dans certaines limites, de vendre ou non les produits qu'il apporte sur le marché selon que le prix qu'il peut en retirer est supérieur ou inférieur à ses coûts de production : les agriculteurs bretons ont préféré détruire ou distribuer les artichauts dont ils trouvaient les prix trop bas au cours du jour. Il n'en est pas du tout de même de celui qui n'a rien d'autre à vendre que sa force de travail. Par définition, il y est contraint précisément parce qu'il ne possède aucune réserve. Il lui faut donc se présenter, seul et désarmé, devant le capitaliste, en passer par où il veut, sous peine de ne pou-

voir manger le jour même et donc, vendre sa force de travail à vil prix. Ce phénomène social constitue la base fondamentale des rapports capitalistes de production, même si aujourd'hui la bourgeoisie, grâce à la complicité des agents qu'elle s'est assurés au sein du prolétariat, sait habituellement dissimuler le caractère dictatorial de classe de son exploitation dans les maquis juridiques des contrats, accords d'entreprise et conventions collectives nationales. Dans sa prime jeunesse le capitalisme montrait ce fait dans sa froide nudité. Dans son ouvrage remarquable **Le développement du capitalisme en Russie**, Lénine en évoque de façon pittoresque le caractère implacable. Au début du siècle les travailleurs salariés russes devaient parcourir de longues distances pour trouver de l'emploi. Ils parvenaient dépêchés de tout sur les lieux du marché du travail où ils tombaient sous la coupe impitoyable de « pomitichki », ou entrepreneurs capitalistes qui les embauchaient en spéculant sur leur faim. L'un de ces derniers, particulièrement féroc, s'était acquis une terrible réputation : circulant parmi les ouvriers en quête de travail, il ne discutait pas avec eux, ne leur adressait même pas la parole, se bornant à tâter leur besace et se réservant de n'embaucher que ceux dont il devinait le vide de l'estomac au contact du vide du sac.

Si de pareilles barbaries semblent avoir disparu des rapports actuels d'exploitation, du moins dans les pays capitalistes développés et durant les périodes de « prospérité » et de plein emploi, c'est uniquement parce que la lutte opiniâtre et souvent sanglante des ouvriers a su, par instant, renverser le jeu de la concurrence par la coalition des salariés refusant de travailler au-dessous d'un certain prix. Mais ce refus momentané de vendre la force de travail à des conséquences sociales autrement considérables que le refus également momentané du producteur d'artichaut de vendre son légume. La classe salariée est une classe universelle et sa coalition totale signera l'arrêt de mort du capitalisme. Aussi l'Etat bourgeois, tout au long de l'histoire sociale de ce siècle, s'efforcera-t-il d'en combattre jusqu'à l'idée en rendant impossibles ou stériles même les coalitions partielles des ouvriers. Lorsque le syndicat, en raison de reflux historiques survenus dans la lutte des classes, passera dans la main de complices de la bourgeoisie et par suite cessera de louter pied à pied contre la concurrence entre ouvriers, c'est cette dernière, devenue d'autant plus terrible qu'elle s'est fait cautionner par les représentants indignes de la classe ouvrière, qui constituera une des armes les plus efficaces de la domination du capital.

Comment le P.C.F. enterre l'Internationale communiste

Dans le numéro d'avril dernier de « France - Nouvelle », G. Cogniot, consacrant plusieurs pages à l'anniversaire de la fondation de l'Internationale communiste, explique à sa façon pourquoi elle a été créée et comment elle s'est dissoute.

« En 1919 — écrit-il — au moment de la fondation de l'Internationale communiste, les partis communistes des pays capitalistes étaient faibles au point de vue de l'idéologie et de l'organisation, sans cadres expérimentés, et ces partis étaient peu nombreux. De tels partis ne pouvaient suffire à la tâche et diriger le mouvement révolutionnaire que grâce à la réunion des efforts de tous, en un centre unique. En moins d'un quart de siècle, grâce à l'Internationale communiste, ces partis avaient énormément grandi à tous égards (...). Au fur et à mesure que se compliquait la situation intérieure et extérieure des différents pays, il devenait toujours plus clair que la solution des problèmes du mouvement ouvrier par les instances d'un centre international, quel qu'il soit, se heurtait à de puissants obstacles. Les conditions de la guerre et les énormes différences dans les situations respectives de partis parfois géographiquement très éloignés, la diversité des tâches incombant aux communistes selon les pays exigeaient encore bien davantage que chaque parti soit maître de ses opérations et de ses capacités de manoeuvre. La forme d'organisation internationale qui avait répondu, dans la période initiale, aux besoins du mouvement révolutionnaire renaissant risquait maintenant de devenir une gêne et une entrave. L'Internationale communiste, en réussissant son œuvre, la constitution de partis majeurs, avait préparé les conditions de sa propre disparition. »

Non, Monsieur Cogniot, ce ne sont pas là les vraies raisons de la dissolution de l'Internationale communiste. Les « distances géographiques » et les « situations respectives » des divers pays ne pouvaient être une gêne pour l'Internationale de Lénine qui assignait à chaque prolétariat une même tâche universelle : lutter contre sa propre bourgeoisie, s'insurger contre son propre Etat, ce qui constitue le seul fondement de l'internationalisme prolétarien. Cet objectif mondial ne devint un obstacle que bien plus tard — tout à fait indépendamment de l'importance respectueuse des divers P.C. — lorsque Staline enjoignit à chacun de ces partis de suivre sa propre bourgeoisie pour participer à la seconde guerre impérialiste et à la Résistance patriotique. Il n'était plus alors possible au P.C.F., par exemple, de refuser les crédits pour la défense nationale du moment que Staline, signant avec Laval le pacte franco-soviétique de 1935, reconnaissait que « la France devait avoir une force armée à

la hauteur de ses responsabilités ». Il n'était plus possible au P.C. français de prêcher la révolte contre l'impérialisme anglais alors que Staline se mettait d'accord avec Churchill. Effectivement, on peut dire que cette Internationale — qui reprenait à son compte le drapeau national, la démocratie, la liberté et tous les horipeaux des pays impérialistes d'occident — avait « préparé les conditions de sa propre disparition ». Mais ce n'était nullement parce que les P.C. étaient devenus « majeurs », « maîtres de leurs opérations » (eux qui obéissaient, à cette époque, au doigt et à l'œil à Moscou). C'était parce que la véritable Internationale, celle de Lénine, était déjà morte.

Pour prouver maintenant que l'I.C. n'a jamais été cette espèce d'organisme provisoire que laisse entendre Cogniot et qu'au contraire elle a été conçue par ses fondateurs comme devant mener, centralement, unitairement, le prolétariat mondial jusqu'à la révolution communiste universelle, il suffit de citer quelques courts passages des « Manifestes, Thèses et résolutions » de son premier congrès.

De la « Résolution sur la fondation de l'I.C. » : « La nécessité de la lutte pour le prolétariat exige l'organisation unifiée communiste et internationale de tous les éléments communistes qui se placent sur ce terrain. »

De la « Lettre d'invitation au Parti communiste allemand (Spartakusbund) au 1er congrès de l'I.C. » : « Le congrès (constitutif, NDR) doit créer, en vue d'une liaison permanente et d'une direction méthodique du mouvement, un organe de lutte commun, subordonnant les intérêts du mouvement de chaque pays aux intérêts communs de la révolution A L'ECHELLE INTERNATIONALE. »

Du « Manifeste de l'Internationale communiste aux prolétaires du monde entier » : « La critique socialiste a suffisamment flagellé l'ordre bourgeois. La tâche du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (l'expression est de Lénine, ce n'est pas nous qui l'avons inventée, NDR) est de renverser cet ordre de choses et d'édifier à sa place le régime socialiste. Nous demandons aux ouvriers et ouvrières de tous les pays de s'unir sous l'étendard du communisme qui est déjà le drapeau des premières grandes victoires prolétariennes de tous les pays ! Dans la lutte contre la barbarie impérialiste, contre la monarchie et les classes privilégiées, contre l'Etat bourgeois et la propriété bourgeoise, contre tous les aspects et toutes les formes de l'oppression des classes et des Nations, unissez-vous ! Sous le drapeau des Soviets ouvriers, de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir et pour la dictature du prolétariat, sous le drapeau de la IIIe Internationale, prolétaires de tous les pays unissez-vous ! »

Conférence de Moscou

(Suite de la première page)

situation n'est pas même mûre pour rédiger un « document » commun !

Alors, il ne leur restait plus qu'à lancer un appel à la paix — cette paix que l'Internationale communiste déclarait impossible tant que le régime capitaliste n'aurait pas été abattu avec toutes ses superstructures démocratiques — ; un appel non pas à une classe, mais à la conscience et à la bonne volonté « des pères et des mères », « des jeunes et des étudiants », « des parlementaires, hommes d'Etat, dirigeants politiques », « des communistes et des organisations religieuses, des croyants de toutes les fois ». Et, la conférence ainsi terminée, que chacun se débrouille en pleine autonomie, souveraineté, indépendance et... coexistence, comme sur l'Oussour !

De telles paroles auraient pu être lancées de n'importe quelle chaire, religieuse ou univer-

sitaire, de n'importe quelle tribune parlementaire. Rien d'étonnant à cela : la société en commandite (mais au capital limité soit par l'autonomie de tous ses actionnaires, soit par la défection de certains d'entre eux) qui a son siège à Moscou et ses succursales un peu partout dans le monde, est devenue un respectable pilier du monde bourgeois.

Nous luttons contre elle de toutes nos forces, justement parce que nous luttons, en communistes, contre l'ensemble du monde bourgeois.

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
9 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (2^e)

Distribué par les N.M.P.P.

En marge du cinquantenaire d' Octobre 1917

BILAN D'UNE RÉVOLUTION

● Les grandes leçons d'Octobre 1917.

● Les fausses leçons de la contre-révolution de Russie.

● Seul le marxisme tire les leçons de l'histoire

● La "leçon" bourgeoise

● La "leçon" social-démocrate

● La "leçon" anarchiste

● La "leçon" du socialisme d'entreprise

● La "leçon" trotskyste

● L'économie russe de la révolution à nos jours.

La brochure de 188 pages : 9 F.

En vente dans les principaux kiosques et librairies ou à l'adresse du « Prolétaire ».

Sinistre genèse du maoïsme (1921-1926)

Le mythe d'un « socialisme russe » a eu longtemps une large audience qui s'explique en partie par les conditions particulières dans lesquelles se sont faites la révolution prolétarienne et la contre-révolution bourgeoise en U.R.S.S. et sur lesquelles il nous est impossible de revenir dans le cadre de cet article. Par contre le mythe d'un « socialisme chinois » ne repose que sur une base historique extrêmement fragile.

En effet, à la différence de ce qui s'est passé en Russie, la révolution n'a triomphé en Chine en 1949 que comme une pure et simple révolution bourgeoise et bien après la destruction par les stalinistes du véritable parti communiste.

L'histoire tragique de la destruction du parti se trouve répétée en Chine ; mais le processus révolutionnaire contre-révolution s'est déroulé dans un laps de temps extrêmement court ; il ne fut que l'écho de ce qui se passait à la même époque en Russie. Dans ce sens, on peut dire que le maoïsme n'est qu'une pâle imitation du stalinisme russe.

Le présent article a pour but de décrire brièvement la montée et l'écrasement du mouvement ouvrier chinois, qui s'inscrivent entièrement entre les années 1921 et 1927.

Nous nous réservons de parler prochainement dans ces colonnes des derniers bouleversements que la Chine a connus depuis 1927. Mais si nous nous attachons ici à la période 1921-1927, ce n'est pas par un pur caprice d'historien, mais parce que le sort du prolétariat mondial s'est en grande partie joué en Chine entre ces deux dates. Nous devons donc tirer des leçons de Parti de cette tragique expérience. D'autre part, nous devons expliquer ce qu'est réellement l'actuel P.C.C. en particulier en montrant quelles sont ses origines.

*

Pour n'importe quel observateur attentif, la Chine des années 20 était grosse d'une révolution. Cette partie extrêmement arriérée de l'Asie, restée figée pendant des siècles dans une immobilité quasi-proverbiale, avait été minée au XIX^e siècle par le mercantilisme des grandes puissances, les guerres coloniales et surtout par l'importation du capitalisme à l'euro-péenne. L'énorme masse paysanne, rendue de plus en plus misérable, représentait une charge explosive de première grandeur. D'autre part, la guerre mondiale et la révolution russe avaient créé un climat international très favorable à tout mouvement révolutionnaire. Les communistes du monde entier étaient très attentifs à ce qui se passait en Chine. Ils pensaient que l'incendie allumé en Russie et en Europe allait s'étendre à toute l'Asie.

Pour tous il était clair que les ouvriers chinois devaient prendre une part active aux mouvements qui s'amorçaient.

Cependant il était difficile de prévoir avec exactitude dans quel sens le processus révolutionnaire se développerait : la révolution serait-elle purement national-bourgeoise, ou bien le prolétariat parviendrait-il à en prendre la direction ?

En théorie, la question était résolue depuis toujours par les marxistes : le prolétariat, comme Marx l'expliquait par exemple en 1850 aux communistes allemands, pouvait fort bien et même devait tendre de toutes ses forces à prendre la tête des révolutions bourgeoises. Pour Marx, il n'était pas du tout question de « construction du socialisme dans un seul pays », mais il s'agissait, d'une part de faire sauter un à un les maillons de la chaîne des Etats bourgeois et pré-bourgeois, et d'autre part, de tenter d'abrèger la phase du développement capitaliste primitif dans la perspective d'une révolution mondiale.

Cette conception très claire des tâches particulières du prolétariat dans un pays arriéré avait trouvé une confirmation éclatante dans la victoire de l'Octobre russe.

Les jeunes communistes chinois, le faible prolétariat chinois (2 à 3 millions d'hommes pour une population totale de 350 à 400 millions) pouvaient donc espérer remporter en Chine une victoire éclatante.

L'histoire n'a pas confirmé ce pronostic optimiste qui était par exemple celui de Lénine lorsqu'il affirmait en 1920 à la tribune du 2^e congrès mondial de l'I.C. :

« Pouvons-nous reconnaître comme juste l'affirmation que la

Le maoïsme jouit d'une réputation d'extrémisme tout à fait usurpée. Selon une théorie à la mode, le révisionnisme, l'opportunisme seraient le lot exclusif des Russes et des prousses, alors que l'agressivité chinoise, l'anti-impérialisme bourgeois cuisinés à Pékin seraient le nec plus ultra de la politique communiste à notre époque. La Chine affirmions-nous, est un pays capitaliste, au même titre que l'U.R.S.S. « L'extrémisme chinois » n'est en rien communiste, il est la marque non

» phase capitaliste du développement économique est inévitable » pour tous les peuples arriérés qui se libèrent en ce moment et parmi lesquels on observe un mouvement progressiste ? Nous répondons par la négative. Si le prolétariat révolutionnaire victorieux se livre à une propagande systématique et si les gouvernements soviétiques leur viennent en aide, alors il est de toute façon erroné de supposer que la phase capitaliste du développement sera inévitable pour les pays arriérés ».

Lénine réaffirmait donc en 1920 la perspective classique de la Révolution double, comme il l'a fait constamment contre tous les tenants du menchévisme ; mais il attendait des « gouvernements soviétiques » (ce pluriel indique que Lénine n'imaginait pas que la Russie puisse rester isolée longtemps), une aide qui a été en définitive beaucoup moins importante qu'on pouvait l'espérer.

En fait, l'aide russe n'a pu être décisive, ni en Chine ni ailleurs. Et lorsque l'Internationale stalinisée interviendra dans les affaires chinoises, ce sera pour précipiter le prolétariat chinois dans une catastrophe dont l'épilogue n'est pas encore écrit.

Pour que la perspective d'une révolution double en Chine se réalise la première condition était bien entendu qu'il existe un parti communiste chinois. Pour des raisons bien évidentes, il n'y avait aucune tradition marxiste en Chine. Lorsque le P.C.C. fut formé en 1921, il ne comptait guère plus qu'un fort noyau d'intellectuels, souvent formés à l'étranger (particulièrement en Allemagne et en France). Malgré son extrême faiblesse, le jeune parti sut mener à bien dès les premières années de son existence une vigoureuse campagne de conquête et d'organisation du prolétariat, et dans une certaine mesure de la paysannerie.

Le succès rencontré par le parti traduisait bien le mûrissement extrême des contradictions de la Chine et justifiait tous les espoirs. Le très jeune prolétariat chinois franchissait allègrement toutes les étapes du développement de la conscience économique et politique que la classe ouvrière européenne avait mis près de cent ans à acquérir.

En 1923, les syndicats, tout récemment créés sur la base la plus moderne, (celle de la fédération d'industrie) comptaient environ 300.000 membres. Ce résultat, qui peut paraître modeste si l'on songe à l'énorme masse chinoise, constituait tout de même une magnifique progression et prouvait que d'emblée le prolétariat savait utiliser toutes les leçons tirées par les marxistes européens de leurs propres luttes.

De plus, cette organisation croissante des ouvriers allait de pair avec une extrême combativité qui s'est manifestée à plusieurs reprises par des mouvements de très grande ampleur.

Nous ne pouvons citer ici que quelques exemples, comme la grève des marins de Hongkong de janvier à mars 1922 ; la grève générale de Canton et de Hongkong de juin à août 1924 ; la grève des ouvriers du coton à Shanghai en février 1925 ; la grève généralisée, partie de Shanghai le 30 mai 1925, qui se répandit dans tout le pays et qui culmina de juin 1925 à octobre 1926 par la grève générale de Canton - Hongkong. Cette dernière grève s'accompagna du boycott des marchandises anglaises et marqua par là le caractère anti-impérialiste de la lutte menée par les ouvriers.

Tous ces mouvements qui ont secoué très profondément la Chine, furent stoppés net par deux grandes défaites, les massacres du prolétariat de Shanghai et ceux de Canton par les troupes de Chang Kai Chek.

Nous devons, pour expliquer ces deux terribles épisodes, revenir en

arrière. La Chine des années 20 vivait dans un climat parfaitement anarchique de guerre plus ou moins larvée. Dans le sud et le centre du pays se trouvaient cantonnées les troupes du Kuomintang fondé par Sun Yat Sen ; ce parti gouvernait tant bien que mal les régions soumises à son autorité. Parti bourgeois, il défendait les « trois principes du peuple », conçus comme autant d'« étapes » à franchir : celle de l'indépendance nationale ; celle de la démocratie parlementaire ; celle du socialisme. Cette dernière « étape » n'était qu'une pure clause de style et dans la mesure où elle avait un contenu positif, elle ne dépassait pas le cadre de réformes bourgeoises assez timides. Le K.M.T. estimait qu'il n'en était encore qu'à la première « étape », celle de l'indépendance nationale. Au nord, le K.M.T. se battait contre les « seigneurs de la guerre », armés et entretenus en grande partie directement par l'impérialisme et plus particulièrement par la Grande-Bretagne. L'impérialisme, d'autre part, dominait directement les plus grandes villes industrielles du pays par le biais du système des « concessions » territoriales. La dernière force importante était celle du P.C.C. qui était le seul à avoir un réel appui populaire (ouvrier et paysan). En fait, à partir de janvier 1924, P.C.C. et K.M.T. ne forment plus qu'une seule et même force. Dans le cours de l'année 1923, l'Internationale qui est déjà en grande partie aux mains de la direction opportuniste du P.C. de l'URSS a imposé aux communistes chinois l'adhésion individuelle au K.M.T.

Différents prétextes furent invoqués pour faire admettre aux militants cette tactique liquidatrice ; mais c'est surtout l'infâme théorie du « socialisme par étapes » qui fut mise en avant. Contrairement à tous les préceptes du marxisme et du léninisme (les deux termes sont d'ailleurs pour nous synonymes), on prétendit que dans la phase d'une révolution bourgeoise,

conformiste d'une jeune nation qui cherche à se faire une place au soleil, qui doit lutter pour tenter de briser le boycott économique et politique organisé par les grandes puissances (Russie comprise). Le fait de confondre le communisme avec l'irruption mouvementée de la Chine dans le concert des grandes nations, témoigne bien du crétinisme et de l'aveuglement général dans lesquels nous a plongés la contre-révolution stalinienne.

le prolétariat devait se mettre à la remorque de la bourgeoisie et non pas essayer de prendre la tête du mouvement. Les menchéviks chinois sont allés dans cette voie opportuniste encore plus loin que leurs frères russes, car ceux-ci n'ont jamais osé proposer leur adhésion à un parti bourgeois (celui des cadets par exemple). Ce reniement des principes a eu son corollaire fatal : la subordination des intérêts matériels et moraux des ouvriers et des paysans pauvres aux exigences brutales de la bourgeoisie chinoise. Les « communistes » se trouvèrent être bientôt les membres les plus zélés, les plus entreprenants du K.M.T. Ils offrirent aux leaders bourgeois l'appui de leurs troupes fraîches et enthousiastes. L'Internationale fournit massivement à Sun Yat Sen les armes, les techniciens militaires, l'encadrement qui lui manquaient. Malgré cela, le vrai K.M.T. c'est à dire la droite et le centre, exigea pour maintenir sa précieuse alliance que les communistes emploient toutes leurs forces à freiner le mouvement des masses. Tout cela pour que la « bourgeoisie anti-impérialiste », les propriétaires fonciers ne se détachent pas du front national.

Cette politique capitalarde ne put cependant pas empêcher le développement du mouvement ouvrier et paysan et dans le K.M.T., les leaders bourgeois envisagèrent de mener directement la répression et de faire un exemple.

En mars 1926, Chang Kai chek, qui a remplacé Sun yat Sen à la tête du K.M.T. et qui a été fait depuis peu « membre d'honneur du présidium de l'Internationale » (sic !), fait désarmer les piquets de grève de Canton et arrête des communistes. En mai, tous les communistes sont écartés de la direction du K.M.T.

Le représentant de Staline, Borodine, reste le conseiller, l'éminence grise de Chang Kai Chek ! En juillet, toutes les grèves sont interdites. En février 1927, une insur-

rection armée des ouvriers de Shanghai est écrasée par les troupes anglaises.

La mée de Chang, l'arme au pied, jout du spectacle. En mars les syndicats et les communistes reprennent la ville, qu'ils ouvrent aux troupes du K.M.T. Le 12 avril, Chang kai Chek attaque les syndicats et les organisations communistes, auparavant désarmés avec la complicité des communistes. Fin avril, l'I.C. admet pudiquement ce qu'elle appelle la trahison de Chang. Cette formule hypocrite permet à Staline de rappeler que « les événements ont confirmé la justesse de la ligne de l'I.C. ».

Malgré tous ces événements le P.C.C. veut à tout prix sauvegarder l'alliance avec le K.M.T. ; il tente de s'appuyer sur un « K.M.T. de gauche », qui ne dispose d'aucune troupe ; pendant ce temps, Chang réprime les paysans et les ouvriers dans tous les pays. En décembre, le P.C.C. finit par déclencher une insurrection à Canton, avec l'appui officiel de l'I.C. .

Mal préparée, venue trop tard, alors que le prolétariat a déjà été battu sur tous les autres fronts, l'insurrection est noyée dans le sang.

Nous avons fait ce triste bilan de la politique de l'Internationale stalinienne en Chine, pour démontrer par les faits, qui n'ont pas besoin de longs commentaires, comment les stalinistes ont été de fait les bourreaux des ouvriers chinois, tout autant que le maréchal Chang Kai Chek.

Que s'est-il passé ensuite ? L'historiographie stalino-maoïste prétend qu'après la fin de la commune de Canton, un nouveau P.C.C. s'est recréé dans les campagnes ; et que ce P.C.C., au détour des chemins de la Longue Marche et de la guerre contre le Japon, a instauré le socialisme en Chine.

En fait, le P.C.C. (ou plutôt ce qu'il en restait), en s'enfermant dans les campagnes, est devenu le véritable Kuomintang. En effet, le parti de Chang Kai Chek, pour mener à bien sa contre-révolution, avait dû nécessairement d'une part transiger avec l'impérialisme, d'autre part s'attirer une fois pour toute une solide haine des masses.

Seul le néo-P.C.C. était donc capable à ce stade de réaliser la première « étape » de Sun yat Sen-Mao, celle de l'indépendance nationale. La Chine actuelle n'est encore parvenue qu'à la troisième « étape », celle des réformes sociales à caractère strictement bourgeois.

Nous en reparlerons.

En Argentine

(Suite de la première page)

En effet, tandis que l'anarchisme déclinait au point de disparaître et que la social-démocratie internationale s'effritait, le stalinisme se lançait dans la défense de la démocratie bourgeoise artificiellement opposée au fascisme (en 1945, les « communistes » appuient le candidat « démocratique » ouvertement épaulé par les U. S. A.). Cette situation permet au péronisme, qui développe une « violente » et démagogique campagne « anti-capitaliste » et anti-impérialiste, de gagner les masses ouvrières et d'entraîner la petite et moyenne bourgeoisie agricole. Peron prend le pouvoir en 1945.

La faillite de son « anti-impérialisme » et de l'industrialisation « nationale » qu'il prônait, brise cette tentative d'idylle entre la bourgeoisie industrielle et le prolétariat : en 1955, la bourgeoisie s'unifie pour liquider le péronisme à la tête de l'Etat (du même coup, le péronisme retrouve une partie de son prestige dans la classe ouvrière). Pressée par l'impérialisme, la bourgeoisie nationale renforce son exploitation du prolétariat. L'Etat déclenche une violente campagne contre la classe ouvrière. Les directions péronistes des syndicats, préoccupées avant tout d'une nouvelle (et impossible) alliance avec la bourgeoisie, la laissent sans défense. La puissante C.G.T. est scindée en deux, pour les besoins du contrôle des masses uniquement. L'offensive bourgeoise s'accroît encore et, en 1968, s'en prend même aux couches privilégiées du prolétariat. Pas de réaction : la bourgeoisie soupire de soulagement !

Le soulagement aura été de

courte durée. A Cordoba, fortement industrialisée depuis vingt ans, le prolétariat a trouvé la force non seulement de contre-attaquer sur le terrain économique, mais de se dresser en armes contre l'Etat, obligeant les directions syndicales à amorcer précipitamment un mouvement d'unification et à déclencher dans tout le pays une vague de grèves d'une ampleur inconnue depuis des décennies.

Ces événements ont une portée historique continentale. Ce n'est certes pas la première fois que l'Amérique latine connaît de puissantes et violentes convulsions sociales, mais elles n'affectaient jusqu'ici que des pays où dominaient les problèmes raciaux, agraires ou nationaux. La contre-révolution mondiale qui provoqua la décomposition du mouvement révolutionnaire international, détermina en Amérique latine l'essor des mouvements petits bourgeois et du révisionnisme qui théorisaient, à la manière européenne, la disparition historique du prolétariat, son incapacité à mener non seulement la lutte socialiste, mais même les mouvements tendant à balayer l'héritage d'un passé entravant, dans ces régions, le développement capitaliste (problème agraire en particulier). On présentait la « révolution » cubaine comme l'éclatante démonstration du bien-fondé de cette « voie paysanne au socialisme » dans laquelle le prolétariat n'est plus qu'un point d'appui ; lutte anti-impérialiste et non plus révolution prolétarienne mondiale ; révolution populaire et non plus révolution communiste ; paysannerie et non plus prolétariat ; liquidation des entraves au développe-

ment capitaliste (c'est ainsi qu'il faut traduire leur soi-disant « révolution socialiste ») et non plus liquidation du capitalisme.

Tandis que les partis « communistes » officiels appellent de leurs vœux la démocratie bourgeoise comme leurs partis « frères » d'Europe, la petite - bourgeoisie radicale, dont le Che Guevara est le représentant le plus achevé, mise sur l'insurrection et les minorités agissantes (en Argentine, à cause de l'absence de paysannerie révolutionnaire, cela prend la forme du terrorisme). Tous

s'étaient empressés d'enterrer le prolétariat. Trop vite !

En Argentine, faire découler la lutte du prolétariat de problèmes raciaux, agraires ou nationaux est un pur non sens. Même l'argument de la lutte pour la démocratie ne résiste pas à l'examen : jamais le prolétariat n'avait affronté ouvertement et violemment l'Etat, même sous des régimes de répression féroce.

Cordoba est une nouvelle confirmation de la crise mondiale du capitalisme qui se prépare, et aussi une confirmation éclatante du marxisme : la lutte du prolétariat est le résultat des contradictions du développement capitaliste. Cordoba est la preuve que la révolution communiste, la lutte du prolétariat pour son émancipation prend des dimensions internationales comme le développement capitaliste lui-même. Cordoba remet à l'ordre du jour de tout le continent latino-américain la révolution communiste, et le prolétariat à la tête de la lutte émancipatrice des masses opprimées.

EN ANGLETERRE

Gouvernement et Trade Unions coalisés contre les grévistes

Le jeudi 19 juin, le Times de Londres publiait deux manchettes de première page. L'une annonçait que Wilson abandonnait le projet de loi anti-grève, l'autre que le T.U.C. (Conseil des Trade Unions) prenait l'engagement solennel de mettre fin aux grèves sauvages. Le ridicule de la presse bourgeoise qualifiant la reculade de Wilson devant la centrale syndicale anglaise comme « une retraite analogue à celle de Napoléon en Russie » est sans importance pour nous. Il nous est par contre essentiel de replacer cet incident dans son contexte général. Il s'agit moins en effet d'une

La tâche confiée par le capitalisme anglais au gouvernement travailliste depuis 1962 est d'envergure. L'économie britannique est délabrée, la perte de ses colonies depuis le dernier conflit impérialiste en fait une puissance de second ordre, son appareil productif vieillit exige un rajeunissement, des investissements considérables sont indispensables pour le rendre concurrentiel face à ses adversaires redoutables dans la compétition impérialiste mondiale. Le seul salut réside donc dans une surexploitation accrue du prolétariat anglais, et de cette nécessité, travaillistes et dirigeants syndicaux sont bien convaincus. Il faut agir partout à la fois : dans les secteurs où une augmentation de la productivité est immédiatement réalisable, comme l'industrie automobile ; par l'abandon progressif d'industries en déclin comme les mines de charbon ; par la concentration dans celles, comme les chantiers navals, ou une injection massive de capitaux peut aboutir à la création d'unités de production capables de soutenir la concurrence internationale. Mais ce programme implique des transferts de main-d'œuvre, la reconversion à d'autres industries de masses d'ouvriers et tout naturellement le risque est grand de remous sociaux dus au chômage, à des salaires plus bas, etc...

Le travaillisme anglais dispose d'un outil de travail incomparable pour mener cette guerre à outrance : c'est la collaboration toute acquise de la grande centrale syndicale, de son énorme appareil qui a permis un blocage effectif des salaires durant des années, depuis 1964, ou des augmentations de salaires indexées sur l'augmentation de la productivité. Il faut noter que jamais un gouvernement conservateur n'avait osé proposer une législation anti-grève en dehors des conflits impérialistes, même si l'on remonte à la période troublée qui a suivi la première guerre mondiale. Il faut la situation désespérée d'aujourd'hui du capitalisme anglais pour que les classes dirigeantes prennent le risque énorme de voir le prolétariat glisser des objectifs purement économiques des luttes revendicatives vers ceux purement politiques d'attaques directes de l'Etat (dans la mesure où ce dernier anime des organes de répression par une législation anti-grève).

Mais l'organisation corporative du syndicalisme n'est nullement adaptée à l'industrie moderne : ses structures désuètes la rendent impuissante à contrôler étroitement la classe ouvrière. C'est ainsi qu'entre 1957 et 1968, le nombre de grèves « sauvages », c'est-à-dire non déclenchées et non ratifiées par les syndicats, est passé de 635, mettant en mouvement moins de 100.000 ouvriers, à plus de 2.000 grèves, mobilisant plus de 700.000 ouvriers.

Pour pallier ce grave inconvénient du manque de contrôle des syndicats sur la classe ouvrière anglaise, le gouvernement travailliste suscite une commission d'enquête qui publie ses conclusions en juin 1968 sous la forme d'un rapport, le **Donovan Report**, les rédacteurs de ce rapport étant composés de représentants du gouvernement, des syndicats et du patronat. Les recommandations du rapport sont réunies en janvier de cette année sous la forme d'un projet de loi intitulé « In place of strike » : pour remplacer la lutte. Il prévoit une action dans trois directions :

— L'encouragement à des changements de structure et de fonc-

tion des syndicats, y compris la fusion de certains d'entre eux et une tentative d'absorption des délégués ouvriers (shop stewards) à l'intérieur des appareils syndicaux.

— Le renforcement légal des procédures de conciliation existantes, aboutissant à l'interdiction de faire grève, sous peine d'amende, pendant une période de négociations obligatoires de 28 jours.

— En cas de menace de grève par un syndicat dans un secteur vital pour l'économie anglaise, une commission spécialisée aurait pouvoir d'imposer un vote à bulletin secret, même si le syndicat considéré a pris la décision de déclencher la grève sans cette formalité, étant entendu qu'ainsi un préavis permettra d'éviter la grève.

Dès la publication du projet de loi ci-dessus, la réaction des ouvriers à la base s'amplifie sans cesse. De tous les secteurs d'industrie les mieux organisés, qui s'agisse des métaux, des ouvriers des chantiers navals, des dockers, ceux du bâtiment, des ouvriers des transports, des typographes, des mineurs, parviennent au centre du T.U.C. des menaces de grève très pressées s'il ne s'oppose pas avec vigueur au projet de législation anti-grève. La classe ouvrière monte ainsi qu'elle entend ne pas se soumettre aux votes démocratiques au Parlement, mais veut défendre son « droit » de grève par la force.

Depuis le début de 1969, l'agitation ouvrière s'est encore amplifiée, notamment dans un secteur clé de l'économie anglaise, l'automobile, qui fournit un apport appréciable de devises à la balance des paiements, si nécessaires au soutien de l'économie nationale. Ford par exemple, qui exporte la moitié de sa production a été empêché en 1968 d'exporter près du dixième du fait des grèves. C'est à ce moment que se place la grève chez Ford. Illustration de la situation présente, elle est aussi l'indice de l'avenir immédiat des luttes ouvrières en Angleterre, comme le sont aussi celles plus récentes chez Leyland, Rootes, Jaguar, autres géants de l'industrie automobile anglaise et ses plus beaux fleurons.

En juillet 1967, le patronat de Ford avait obtenu la signature pour deux ans par les 17 syndicats représentés dans ses usines, d'un accord d'entreprise liant les augmentations de salaires à une productivité accrue. En janvier 1969, devant l'ampleur des grèves sauvages intervenues en 1968, la direction propose un nouveau contrat qui, en échange d'une reconduction du principe d'une indexation des augmentations de salaires à l'augmentation de la productivité, exige que les ouvriers observent un préavis de 21 jours avant le déclenchement d'une grève quelconque. En cas de non-respect du préavis, ce serait la suppression ou l'amputation d'une prime de vacances. Les représentants syndicaux sont trop heureux d'applaudir à l'extension à Ford d'accords du même type que ceux qu'ils ont signés dans d'autres entreprises. « Franche, intéressante et de conception audacieuse », comme la qualifient les bonzes syndicaux, la proposition de Ford est aussi le modèle auquel tend le gouvernement avec son projet de loi.

Cependant, sur les 17 syndicats appelés à voter l'accord proposé, 5 d'entre eux, représentant les trois quarts des ouvriers de Ford, soit votent contre, soit s'abstiennent. En dépit du freinage des bonzes tout au long de la verticale hiérarchique, 46.000 ouvriers paralysent

luttent pendant trois semaines les 23 usines Ford d'Angleterre. Usant alors de la lassitude des ouvriers, les bonzes obtiennent de signer un nouveau contrat qui maintient le principe de la pénalisation en cas de grève, même si les clauses en sont atténuées. Pourtant, et pour la première fois, une minorité des ouvriers protestent contre la trahison de leurs dirigeants syndicaux, et ils sont en nombre suffisant pour que la police doive être appelée.

Le 1er mai, pour la première fois, toujours dans le cadre de la protestation ouvrière contre le projet de loi et contre les instructions du T.U.C., est déclenchée une grève largement suivie. Des manifestations se déroulent dans plusieurs villes, suivies par des milliers d'ouvriers. A Londres, le cortège ira devant le siège du T.U.C. pour renforcer la prise de position collective des directions syndicales contre le projet de loi anti-grève.

Contraint d'adopter cette position, le T.U.C. vient de se voir chargé par Wilson d'appliquer lui-même les recommandations du rapport Donovan. Nul doute qu'il s'y emploiera de toutes ses forces comme il s'y est engagé solennellement dans son contre-projet (devant lequel s'est incliné le gouvernement travailliste) mais dans la multiplication des tentatives de briser directement les grèves qu'il va se voir contraint d'engager se révélera aussi ouvertement sa nature profondément anti-ouvrière. Par leurs tentatives d'encadrer les délégués d'usine (les shop stewards), les bonzes syndicaux vont se dévoiler comme des défenseurs inconditionnels de l'ordre établi et des agents directs des exploités.

Cette expérience directe de la trahison de leurs directions syndicales que viennent de faire les ouvriers anglais perdrait beaucoup de sa force si les éléments les plus radicaux se laissaient aller à désertier le syndicat pour fonder des « comités d'action », comme le leur prêchent divers groupes immédiatistes anglais. L'avant-garde ouvrière doit combattre les dirigeants vendus et non leur abandonner la masse ouvrière qu'ils trompent encore. Dans la mesure où, contrairement aux autres pays d'Europe Occidentale, aucun courant politique opportuniste autre que le travaillisme ne poursuit la tâche de défense de l'exploitation et de l'Etat capitalistes, le prolétariat anglais ne peut que s'engager sur la voie de la construction de son parti de classe, seul outil capable de mener à la reconquête de la direction de ses organisations immédiates de défense économique.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1969

LISTE N° 6

Paris, 309 ; réunion publique Paris, 213 ; Arthur, 70 ; François, 70 ; Gérard, 70 ; Jean-Claude, 40 ; Bois, 5 ; Emmanuel, 10 ; Philippe, 10 ; Alain, 5 ; Guy, soutien, 20 ; S., 320 ; Rosa, 50 ; Hélène, 13 ; Lucien, 23 ; Paul, 10 ; Paris Mai, 245 ; réunion publique, 279 ; Dédé et Pluto, en souvenir d'Ottorino et Bruno, 100 ; André, 40 ; Magali, 10 ; R. et R., 40 ; Nantes, soutien, 10 ; Jean, 8 ; François, 7 ; La Flèche, 60 ; Rosa, 50 ; Piccino, 10 ; Alger, 150 ; Larbi, 100.

Total précédent .. 8.046,88

Total liste N° 6... 2.247,00

Total général 10.293,88

Discipline prussienne

(Suite de la 1ère page)

ne » et « Les nouveaux choix des Syndicats » Le contenu « nouveau » et « moderne » est évidemment la nécessité de contrôler étroitement la classe ouvrière et de parvenir, avec l'aide du syndicat unique, à prévenir les grèves : « Même les » communistes admettent que » beaucoup de grèves sont im- » posées par des groupes de tra- » vailleurs en dehors ou contre » la stratégie syndicale, et sou- » vent les agitations sont in- » contrôlées : la vieille discipli- » ne quasi prussienne des mili- » tants a disparu... Un syndicat » fort (qui n'abuse pas de son » pouvoir et ne serve pas de » courroie de transmission à un » parti) est une nécessité évi- » dente dans un pays moderne. » Et il doit être fort envers » tous : à droite, pour recourir » à cette terminologie approxi- » mative, comme à gauche, où » l'atomisation anarchisante ne » constitue pas le moindre des » dangers pour les travailleurs ».

Le désir des patrons, que les trois centrales syndicales sont prêtes à satisfaire avec leur fameuse unification, est clair : un syndicat fort, capable de mener, selon les critères « modernes », une action efficace pour stimuler la productivité et surtout d'exercer son autorité sur les ouvriers tendant à échapper au contrôle totalitaire de la classe dominante. Mais quelle sera la récompense des syndicalistes ? Citons encore **La Stampa** : « Les problèmes de l'Etat, sur- » tout économiques, sont aussi » ceux du syndicat. Cela n'a au- » cun sens, évidemment, de dis- » cuter de développement ou » de programmation, d'inflation » ou de revenus, sans discuter, » passer contrat, solliciter l'en- » gagement des représentants » de millions de travailleurs- » consommateurs. Ce qui place » le nouveau syndicat devant » des tâches nouvelles et tou- » jours plus sérieuses ». Voilà la récompense : la promesse de charges nouvelles, d'emplois sûrs, de traitements garantis pour les fonctionnaires syndicaux. Un syndicat définitivement intégré dans le système, autonome à l'égard des partis, représentant des travailleurs-consummateurs : le rêve des patrons est de domestiquer définitivement le prolétariat, de le rabaisser au rang de consommateur intéressé à la conservation du capitalisme. Nous savons avec Marx que la bourgeoisie peut bien accepter la lutte purement syndicale, mais qu'elle craint par-dessus tout la conscience politique du prolétariat.

Face à ces désirs non équivoques, les centrales syndicales marchent à toute vapeur vers l'unification (comme vient de le montrer le congrès de la C. G. I. L.) et se limitent à affirmer que « le syndicat unifié ne sera » pas l'interlocuteur commode » que certains attendent avec » anxiété ». Ce ne sont en réalité que des mots, la politique syndicale se pliant en fait complètement aux exigences patronales. Mais contre elle, les réactions de la base sont de plus en plus décidées. C'est ainsi que, malgré toutes les manœuvres des bonzes, notre Parti a pu faire entendre sa voix dans de nombreuses assemblées préparatoires au congrès de la C. G. I. L. et y trouver l'appui de minorités ouvrières non négligeables.

La grève qui touche la Fiat depuis plusieurs semaines et qui est conduite de magnifique façon par des prolétaires isolés est une évidente confirmation de cette volonté de lutte des ouvriers. Cette agitation née quasi-spontanément, s'étendant d'un atelier à l'autre, est une réaction immédiate aux conditions d'exploitation, aux rythmes de travail toujours plus féroces. Les journalistes, stupéfaits, ont dû se faire l'écho de cette très haute combativité ouvrière : manifestations meetings volants, attaques énergiques contre les syndicalistes et les patrons. La légende de la Fiat, entreprise-pilote où la grève est bannie est en train de vaciller ! Les syndicats, arrivés comme d'habitude en retard et

tentant de prendre le train en marche ont été démasqués et repoussés. Ils en sont arrivés au chantage à l'égard des ouvriers : dans certains ateliers, ils ont refusé de présenter au patron les revendications d'ouvriers en grève depuis plusieurs jours ! Le patron, ne reconnaissant que les conflits patronnés par le syndicat, espérait, avec cette complicité tacite des bonzes, faire rentrer dans le rang les ouvriers récalcitrants. En fait, la confiance que les ouvriers plaçaient dans les dirigeants syndicaux a subi un coup décisif, et si la dureté de la lutte et les pertes de salaire qu'elle entraînaient ont contraint beaucoup d'ouvriers à plier, leur rage se retourne à juste titre contre les bonzes.

Même le journal d'entreprise du P. C. I. a dû tenter de se justifier devant les ouvriers qui exigeaient le déclenchement d'une grève générale : « Etant » données les nouvelles formes » de lutte (!!)... on se demande » comment des groupes nom- » breux d'ouvriers de la Fiat » soutiennent que pour agir sur » la production et contraindre » la Fiat à céder sur les prin- » cipales revendications, il est » nécessaire d'abandonner les » grèves tournantes, atelier par » atelier, usine par usine, et » d'en venir à une grève géné- » rale qui unifie les exigences » fondamentales des travail- » leurs. On mêle en raisonnant » ainsi divers éléments, certains » valables, d'autres erronés. »

Ces grèves de la Fiat ont une grande signification politique. Beaucoup d'ouvriers sont poussés à aller au-delà de leur action immédiate car ils se heurtent à une collusion évidente entre patronat et opportunisme. Dans l'usine - modèle, enfant chéri de l'économie italienne où le mot grève était devenue tabou, le prolétariat poussé par la dynamique du capital accompli seul, dans un tragique isolement, les premiers pas vers la défense de ses intérêts de classe. La reprise de classe passe par de tels épisodes, elle s'exprime dans les paroles de cet ouvrier qui nous disait, devant une des grilles de la Fiat : « Ils » croient que je vais faiblir, » mais je continuerai, même » seul ; on ne peut plus vivre » ainsi ».

La frontière de classe passe entre ceux qui veulent que tout continue comme avant et ceux qui sentent que tout doit changer. Elle est jalonnée par la colère croissante de ceux qui créent la richesse de ce monde alors qu'il leur réserve une misère sans nom.

Nous publions désormais un supplément syndical au « Prolétaire » :

POUR UN SYNDICAT DE CLASSE

Paraissant régulièrement le 15 de chaque mois, ce nouvel organe apportera la voix du Parti dans les luttes immédiates de la classe ouvrière en menant le combat contre l'opportunisme liquidateur des bonzes syndicaux.

Le premier numéro contient un article définissant nos positions générales dans le domaine syndical : « Le but de notre combat », un commentaire de la farce électorale : « Elections : pour rien ! » et des notes concernant diverses catégories ouvrières. Nos abonnés recevront ce bulletin en même temps que « Le Prolétaire ».

LECTEURS, SYMPATHISANTS, PARTICIPEZ A LA DIFFUSION DE « POUR UN SYNDICAT DE CLASSE » !